

L'opposition politique en

(7^e partie)

Par Badr'Eddine Mili



1- La gauche marxiste-léniniste

Les péripéties de la crise du PAGS, du parti Ettahadi et de leurs branches opposées – le Mouvement démocratique et social (MDS), le Front de l'Algérie moderne (FAM) et le Parti algérien de la démocratie et du socialisme (PADS) – ont été, substantiellement, évoqués et analysés dans la première partie de l'étude.

Il y a été noté qu'après une période de guerres intestines, la mouvance communiste réformatrice algérienne tente, depuis 2013, une remontée, certes compliquée, construite sur une autocritique courageuse entamée, intra-muros, et poursuivie, à l'échelle internationale, à l'occasion du colloque qui avait réuni, à la fin de 2016, à Tunis, des partis marxistes-léninistes de la région invités à tirer les enseignements des révoltes dites du «Printemps arabe».

a) Le Mouvement démocratique et social

Le MDS, né de la restructuration du parti Ettahadi et, alors, dirigé par le secrétaire général par intérim Hocine Ali, successeur d'El-Hachemi Chérif, décédé en 2005, fut contré par l'aile rivale – le Mouvement démocratique socialiste et laïc (MDSL) de Moulay Chentouf, rebaptisé, en 2010, Parti de laïcité et de la démocratie (PLD) – un schisme supplémentaire qui accéléra la décomposition de la nébuleuse dont le leadership fut, déjà, disputé, en 1993, par le FAM de Abderahmane Chergou et le PADS de Nourreddine Zénine, ancien membre du Comité directeur de l'UNEA historique.

Les différends qui séparaient ces ailes de l'ex-PAGS tournaient, pour l'essentiel, autour de la légitimation de la succession d'El-Hachemi Chérif et du maintien, ou non, de sa ligne.

Les ambitions et les conflits de personnes déguisés en divergences de fond – plus ou moins de laïcité, changement de cap ou fidélité au dogme – prirent le dessus et paralysèrent toutes les activités organiques de ces partis, un état de fait aggravé par «l'immixtion» du ministère de l'Intérieur, «préoccupé» par la conformité de leurs statuts à la loi.

Les choses ne commencèrent à rentrer dans l'ordre qu'en 2013, au 3^e Congrès du Mouvement – un néo-PAGS parrainé par Sadek Hadjeres⁽¹⁾ – qui adopta, par consensus, ses statuts et son programme et élit une nouvelle direction composée de Yacine Teguia, coordinateur et Fethi Gheras, porte-parole.

Après ce réajustement qui mit un terme à une dizaine d'années de déchirements, le parti semble avoir retrouvé une sérénité et une stabilité qui l'autorisent à entrevoir une perspective plus favorable à son retour – formel – sur la scène nationale, ce qui l'encourage, aujourd'hui, à rompre avec la pratique du traditionnel boycott des élections prônée par ses prédécesseurs en décidant de prendre part à celles du 4 mai 2017.

C- La mouvance de gauche et d'extrême-gauche

L'Algérie n'a pas occupé, pendant des siècles, la position de plaque tournante en Méditerranée pour rien. La place qui lui fut attribuée par la géographie au croisement des routes stratégiques qui contrôlent les passages des flux humains et commerciaux de ce berceau des civilisations en fit une terre de confluences et de brassages de cultures, d'idées et de courants de pensée qui façonnèrent plusieurs pans de son Histoire. Souvent dans la douleur et la souffrance.

A chaque vague de conquérants accostant à ses rivages, pour lui ravir ses richesses, avait correspondu une formidable capacité à défendre et à préserver l'intégrité de son génome culturel.

Mais, dans une prédisposition à assimiler les apports extérieurs, mesurée à l'aune de son esprit d'ouverture à la connaissance et au savoir, remarquable pour les époques concernées, elle avait, aussi, fait preuve d'une certaine perméabilité qui lui permit de s'imprégner des valeurs, des codes, des langues et des idéologies que ses envahisseurs amenaient avec eux.

Les strates, qui s'étaient superposées, au cours des longues colonisations auxquelles ces conquêtes avaient donné lieu, injectèrent dans sa culture et dans sa philosophie politique des excipients d'une grande variété qui ont assis son rayonnement en Afrique, dans le monde arabe et dans l'espace euro-méditerranéen.

Les présences romaine, arabe et turque, les plus durables – plusieurs siècles d'affilée – avaient, chacune en fonction de son niveau de développement scientifique et technique, été contributives, qui de son droit positif, qui de sa religion monothéiste, qui de son organisation administrative, qui de son art militaire, qui de son savoir-faire industriel et urbanistique qu'on retrouve, de nos jours encore, dans le substratum de la vie, des usages, des actes et des discours élaborés ou courants des Algériens.

On sait, par exemple, que dans les cours royales de Massinissa et de Yugartha, on parlait, couramment, le grec et le phénicien. Ce qui ne signifie, naturellement, pas que ces tentatives d'entreprise d'aliénation, contestées ou non, se soient faites dans la paix.

Toute colonisation est, par définition, barbare, suscitée par une volonté brutale d'imposer son modèle de représentation de soi et du monde, fut-ce au prix de la pire des violences.

Les conquêtes citées n'avaient pas échappé à cet irrépressible instinct de férocité auquel il est arrivé, quand même, de se manifester, de façon différenciée et graduée.

Les historiens des deux rives de la Méditerranée s'accordent à affirmer, s'agissant de la conquête et de la colonisation françaises, qu'elles furent les plus ruineuses pour l'Algérie : génocidaires par les massacres de masse qui ciblaient, intentionnellement, ses populations ; génocidaires par l'extermination de sa langue, de sa religion et de sa culture, exécutée au nom d'une prétendue œuvre civilisatrice par les hommes d'église, les écrivains, les peintres, les journalistes embrigadés dans les vaisseaux armés du roi Charles X et du général de Bourmont, pour en répandre les semences «bienfaitrices».

Tous les écrivains et artistes français, de Lamartine à Victor Hugo, de Delacroix à Fromentin, de Tocqueville à Louis Bertrand, de Camus à Sartre, de Malraux à Merleau Ponty, de Gide à Aragon, «inspirés» par la Renaissance, la philosophie des Lumières et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, avaient écrit sur l'Algérie, avec l'arrière-pensée d'en faire le banc d'essai des recettes «humanistes», «révolutionnaires» et, dans tous les cas, assimilatrices de la saint-simonie, de la franc-maçonnerie et de la galaxie marxiste-léniniste.

L'Emir Abdelkader n'avait-il pas été

approché, au Château d'Amboise, par Dupuch et ses amis, avec l'intention, insistante, de parrainer son enrôlement dans l'arc secret de la Grande Loge ?

La mouvance de gauche possède, quant à elle, en Algérie, un arbre généalogique vieux de presque deux siècles, plongeant ses racines dans la Commune qui avait transbordé ses révoltes défaits, par milliers, vers la Mitidja et les Hautes Plaines de l'est et de l'ouest, et, également, dans l'émigration forcée des paysans algériens expropriés de leurs terres par les lois scélérates et expatriés dans les bassins miniers de la Lorraine et de la Moselle, au Pas-de-Calais et dans les Bouches-du-Rhône.

La III^e République, laïque et, déjà, anti musulmane, exporta, de son côté, dans les villes et villages algériens, des centaines d'instituteurs élevés dans le sacerdoce de l'école publique de Jules Ferry et la foi dans le libre arbitre de l'agnosticisme auxquels échurent les sacro-saintes charges de «sauver les âmes» des petits Algériens qui eurent «la chance» de fréquenter les bancs du second collège.

Ce fut la rencontre de tous ces affluents qui formèrent, au sein des élites algériennes francophones, le delta d'une culture progressiste prenant des teintes accentuées au fur et à mesure que les luttes sociales, exacerbées du fait des abus d'un capitalisme surexploiteur, avançaient et exigeaient d'elles des armes de combat politiques efficaces⁽²⁾.

Et quelles forces autres que les syndicats et les partis de gauche européens et internationaux étaient en mesure de fournir aux Algériens, ici et en France ?

La 199^e République, laïque et, déjà, anti musulmane, exporta, de son côté, dans les villes et villages algériens, des centaines d'instituteurs élevés dans le sacerdoce de l'école publique de Jules Ferry et la foi dans le libre arbitre de l'agnosticisme auxquels échurent les sacro-saintes charges de «sauver les âmes» des petits Algériens qui eurent «la chance» de fréquenter les bancs du second collège.

Messali Hadj fut le produit modèle de ces luttes dans lesquelles il puisa le plus clair de sa culture prolétarienne affirmée par sa fréquentation des syndicats et des partis de la III^e Internationale.

L'Etoile nord-africaine, son premier parti indépendantiste créé avec ces autres travailleurs progressistes que furent Abdelkader Hadj Ali, Belkacem Radjef et Amar Imache, en porta l'empreinte avant de s'en affranchir, au moment où il subodora qu'il n'y avait aucun espoir à nourrir, de ce côté-là, pour faire aboutir la cause nationale.

D'autres Algériens avant-gardistes, déliés des formes de luttes éculées, leur succédèrent sur la même voie. Combien furent-ils à représenter dans les structures de la CGT, de la CGTA et de la CGTU, les mineurs de l'Ouenza, du Zaccar et du Kenadsa, les cheminots du Nord et du Sud, les ouvriers des entreprises industrielles européennes d'Alger, d'Oran, de Constantine et de Bône ainsi que les ouvriers agricoles des grandes exploitations de Borgeaud, de Raynaud, de Laquierre, de la Compagnie algérienne et des Cent familles qui régnaient sur le royaume blond des Hauts-Plateaux ?

Le Parti communiste français, le Parti communiste algérien et la Confédération générale des travailleurs, quelqu'aient pu être les différences de perception, par les uns et par les autres, de la justesse et du calendrier du projet national, furent, par la force des choses, les premières écoles où les militants progressistes algériens reçurent leur baptême du feu.

De nombreux leaders ayant inspiré et guidé les batailles de l'émancipation sociale et nationale de la classe ouvrière algérienne ont été cités dans la première partie de cette étude et leur itinéraire retracé parallèlement à celui des formations où ils activèrent avant et

après l'indépendance. Il a été relevé, dans le rappel de ces épisodes ainsi que dans l'essai de bilan de leur opposition, qu'à côté du mérite qu'ils avaient eu à affronter, avec de faibles moyens, la puissance militaire, économique et financière du colonat, ils avaient, aussi, commis des erreurs d'appréciation et d'orientation, avant, pendant et après la Révolution de 1954, par choix délibéré ou forcés par la logique implacable des événements.

Que dire de cette mouvance, en sus du développement qui lui fut consacré au début de cette monographie, sinon qu'elle s'était enrichie, après l'indépendance, d'excroissances acquises dans la proximité, contagieuse, des mouvements internationalistes de gauche et d'extrême gauche et des mouvements de libération africains, asiatiques, américains et latino-américains accrédités, après 1962, auprès de «La Mecque des Révolutions».

En ces années-là, Alger débordait des échos et des activités du PAIGC, du MPLA et du Frélimo des marxistes Amilcar Cabral, Agostinho Neto et Samora Machel, du PC espagnol antifranquiste de Santiago Carillo et Dolorès Ibaruri, des Coordinations ouvrières anti-fascistes de Camacho, des socialistes anti-salazaristes du Portugais Mario Soares, du Front national de libération vietnamien de Le Duc Tho et Nguyen Thi Binh, du MIR chilien et des Blacks Panthers d'Eldridge Cleaver.

Et avant, de ceux des pablistes, lambertistes krivinistes, maoïstes, castristes, guévapistes et anarchistes dont les mots d'ordre, les publications et les tracts produisaient une

forte prégnance sur les jeunes lettrés d'une Université algérienne réputée pour sa généreuse porosité au romantisme révolutionnaire.

Dans une atmosphère d'apparente décontraction de l'Etat, plusieurs groupuscules – Groupe révolutionnaire (GCR), Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT), Mouvement communiste algérien, (MCA), Organisation socialiste des travailleurs (OST) – se formèrent, dans la clandestinité, au contact de ce melting-pot évoluant en vase clos.

C'est dans ces réseaux interlopes liés aux Internationales que les premières cellules du Parti des travailleurs (PT) et du Parti socialiste des travailleurs (PST) se constituèrent, au milieu des années 1960, à partir d'ascendances voisines.

On comprend qu'avec un tel voisinage la social-démocratie apparut comme le parent pauvre de la classe politique algérienne, car considérée, historiquement, renégate, depuis le révisionniste Edward Bernstein et à laquelle le FLN et l'UGTA préféraient, du temps du monopartisme, la proximité avec le Kominform et la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Aussi, le renversement de tendance fut surprenant à l'avènement du pluralisme – sauf pour le FFS qui le fit connaître dans les années 1960 –, lorsque le RCD, le Parti social démocrate (PSD), le Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), le Parti du renouveau algérien (PRA), l'Union pour la démocratie et les libertés (UDL) et, plus tard, Jil Jadid se déclarèrent sociaux-démocrates.

Une brèche s'ouvrit dans le bloc monolithique du socialisme orthodoxe algérien, sonnant le déclin de la gauche marxiste-léniniste.